

# LA PRESSION FISCALE DANS L'UNION EUROPÉENNE : UNE ÉTUDE COMPARATIVE

**Toma Elena**

*Université Alex. I. Cuza, La Faculté d'Economie et Administration des Affaires, Iasi, Bd. Carol I, nr. 11, telephone no. 0744429256, e-mail: suman\_elen@yahoo.com*

*In această lucrare vom analiza presiunea fiscală în statele membre ale Uniunii Europene pe mai multe planuri: presiunea fiscală globală, presiunea fiscală exercitată de cele două categorii importante de impozite, directe și indirecte, și nu în ultimul rând, implicit tax rate for labour and consum. In urma acestei analize, pe de o parte, vom determina valoarea medie a presiunii fiscale în EU și, pe de altă parte, vom încerca să individualizăm statele membre cu presiune fiscală ridicată, respectiv redusă. De asemenea, vom cauta să găsim cauzele care au condus la nivelele de presiune fiscală obținute.*

*Mots clé : pression fiscale, impôt sur le revenu, impôt sur le bénéfice, TVA, taux implicite d'impôt, PIB*

*JEL Classification : H20, H24, H25*

## 1. Délimitations conceptuelles

L'ampleur et la dynamique de la pression fiscale est mesurée et évaluée par le niveau de la fiscalité. La taille de ce niveau indique la part du revenu national prélevé par l'Etat, établies par les lois fiscales. La

pression fiscale est renforcée par la prise en compte des différentes manifestations de ses plans, au niveau national, au niveau des contribuables personnes physiques ou morales.

*La pression fiscale nationale (globale), en première lieu, a en vue essentiellement, la nécessité de recueillir des ressources pour faire face à des dépenses publiques. La pression fiscale représentée par le niveau de fiscalité, qui est calculé comme le ratio entre le total des ressources financières publiques, obtenues par l'État sous la forme d'impôts et taxes de nature fiscale, et un indicateur de résultats macroéconomiques (habituellement utilisé est le produit interne brut). La formule de calcul est la suivante:*

$$Pf_g = \frac{R_{fp}}{PIB} \times 100$$

Où:  $Pf_g$  - le niveau de la fiscalité

$R_{fp}$  - l'ensemble de revenus fiscaux prélevés par l'Etat

PIB - produit interne brut.

Dans l'ensemble des ressources financières prises par l'État, sont inclus les taxes et impôts de nature fiscale aussi des contributions obligatoires versées par les employeurs et les employés pour les fonds de formation pour soutenir les activités de la sécurité sociale.

L'indicateur tient compte soit seulement des prélèvements fiscaux, soit des prélèvements fiscaux autant que des prélèvements parafiscaux:

$$Pf_g = \frac{\sum Pf + \sum Pp}{PIB} \times 100$$

où:  $Pf$  - prélèvements fiscaux ;

$Pp$  - prélèvements parafiscaux.

Il est évident que la pression fiscale en prenant en compte les cotisations sociales est plus élevés que celui qui ne prend en compte que les prélèvements fiscaux.

En deuxième lieu, le niveau de la fiscalité aussi être revue *au niveau de groupes ou de catégories sociales*, sur la base de la proportion des prélèvements fiscaux prélevés par chaque groupe dans leurs revenus ou leurs avoirs réalisés. En ce sens, la pression fiscale se peut calculer à l'échelle du

groupe sociale, sous la forme de relation entre le montant des impôts encourus et le montant des recettes réalisées par lui, exprimé en pourcent, selon la relation:

$$249 \frac{\sum Pf_g}{\sum Rb_g} \times 100$$

où: - le montant des prélèvements fiscaux de revenu;

$\sum Rb_g$  - les revenus bruts réalisés par ce groupe.

De même, on peut déterminer le niveau de la pression fiscale supporté par *une personne physique*, en tant que le rapport entre le montant total des contributions fiscales et le revenu personnel, exprimées en pourcentages, selon la relation:

$$\frac{\sum Cf_g}{\sum Rb_g} \times 100$$

où:  $\sum Cf_g$  - le montant des cotisations fiscales pris en charge par la personne physique;

$\sum Rb_g$  - le revenu brut obtenu par cette personne.

Toutefois, la situation est différente, pour la charge fiscale déterminé à *une personne morale*, étant donné que certaines des impôts perçus par eux, ne sont pas effectivement engagés par eux, parce qu'ils jouent seulement un rôle d'intermédiaire dans la transmission au l'état de prélèvements réalisés, à partir des recettes fiscales d'autres personnes. En conséquence, le niveau de pression fiscale effectif, dans le cas des personnes morales (entreprises, organisations), peut être joué par les relations de la forme:

$$\frac{\sum Pf_s}{CA(Rt)} \times 100$$

où:  $\sum Pf_s$  - le montant des prélèvements fiscaux supportés;

CA (Rt) - le chiffre d'affaires / total des revenus obtenus.

## 2. L'analyse de la pression fiscale globale dans l'Union Européenne

Une analyse de la pression fiscale globale dans l'Union européenne en l'an 2006, on peut le voir à la figure 1, dans laquelle nous avons inclus dans le calcul de l'indicateur, d'une part, le montant des prélèvements fiscaux et, d'autre part, le montant des taxes parafiscales (cotisations aux différentes fonds pour la protection sociale), qui nous les avons rapporté un niveau de produit intérieur brut, enregistrée en 2006.

On peut constater que la pression fiscale globale est élevée en particulier dans l'UE15, sauf la Grèce et l'Irlande, qui a enregistré une valeur inférieure, en dessous de la moyenne européenne. Les valeurs de la pression fiscale la plus élevée sont enregistrées dans les pays nordiques comme Danemark, Suède, Finlande, la Danemark soient le pays avec la plus élevée pression fiscale, de 49,1%<sup>1</sup>. Les valeurs au-dessus de la moyenne européenne sont enregistrées aussi, dans autres Etats membres de l'UE15 comme la Belgique, la France, l'Italie, l'Autriche et les Pays-Bas. Les valeurs inférieures sont enregistrées dans les nouveaux États membres, respectivement, la Roumanie, la Lituanie et la Slovaquie, avec des valeurs de la pression fiscale sous 30% en PIB.

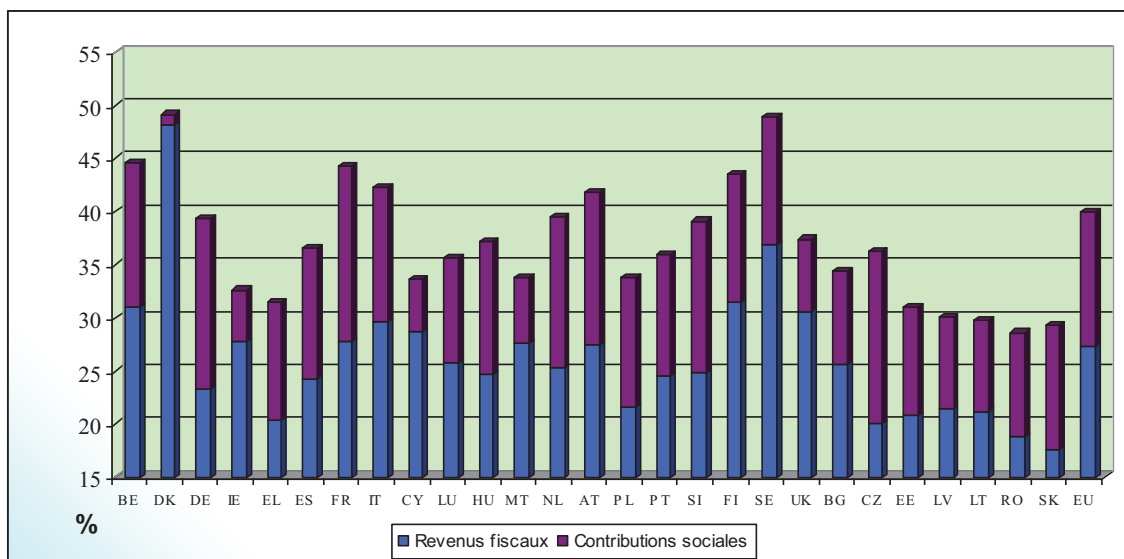
La pression fiscale exercée par les cotisations sociales sont, dans la plupart des Etats membres, plus de la moitié de la pression fiscale globale, spécialement dans les nouveaux États membres venus dans l'Union européenne (sauf Malte et Chypre font). En pays comme le Danemark, la Suède, la Finlande, la Grande-Bretagne et d'Irlande de cotisations sociales sont un peu réduit en

---

249 The portal is available on the Internet address <http://www.ghiseul.ro>.

proportion du PIB, parce que la montant de revenus fiscaux provenant par l'impôt sur le revenu est très élevée, soient en vigueur des grilles de taxation très progressives.

**La figure 1: La pression fiscale globale (inclusivemet les cotisations sociales), dans l'UE, n 2006**



Source: modifié selon *Europe in figure. Eurostat Yearbook 2008*, [www.eurostat.eu](http://www.eurostat.eu)

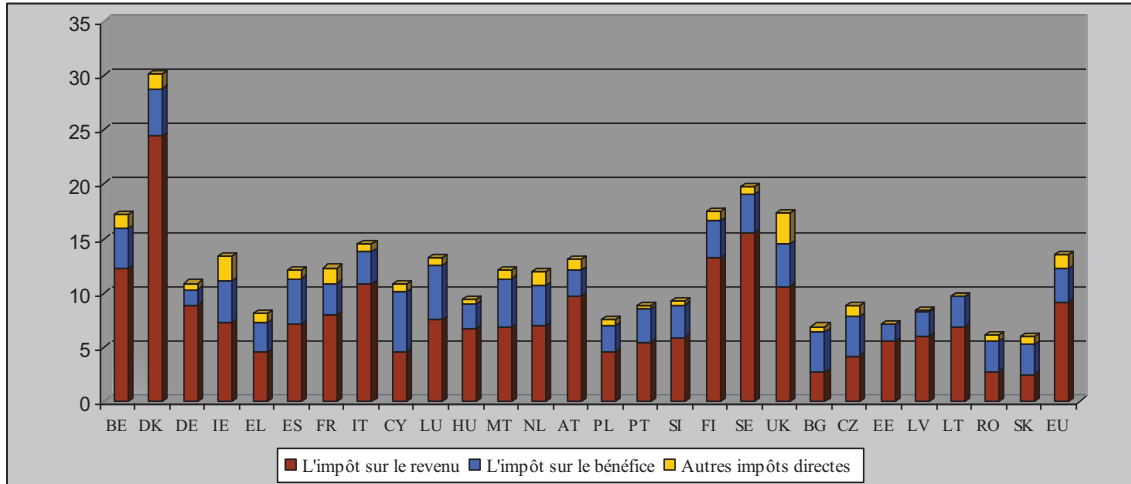
La plupart des recettes fiscales qu'il perçoit au Danemark, 48,1% du PIB, tandis que le plus bas est enregistré en Slovaquie où celles contribuent au budget public, seulement avec 17,6% du PIB.

Des valeurs réduites des recettes fiscales sont observées dans la plupart des Etats moins développés de l'Europe Centrale et du Sud-est, qui réussissent dans une moindre mesure, à redistribuer le produit créé, qui est également plus faible, d'une part, mais et les taux d'imposition est réduit à la suite des mesures visant à accroître l'attractivité régionale pour les investisseurs étrangers.

### 3. L'analyse de la pression fiscale par catégories d'impôts

Une analyse de la pression fiscale sur les catégories d'impôts directs et indirects est nécessaire pour nous former une image sur le mode de financement des dépenses publiques prédominant dans l'UE.

**La figure 2: Le poids des impôts directs en PIB, dans l'UE, n 2006**



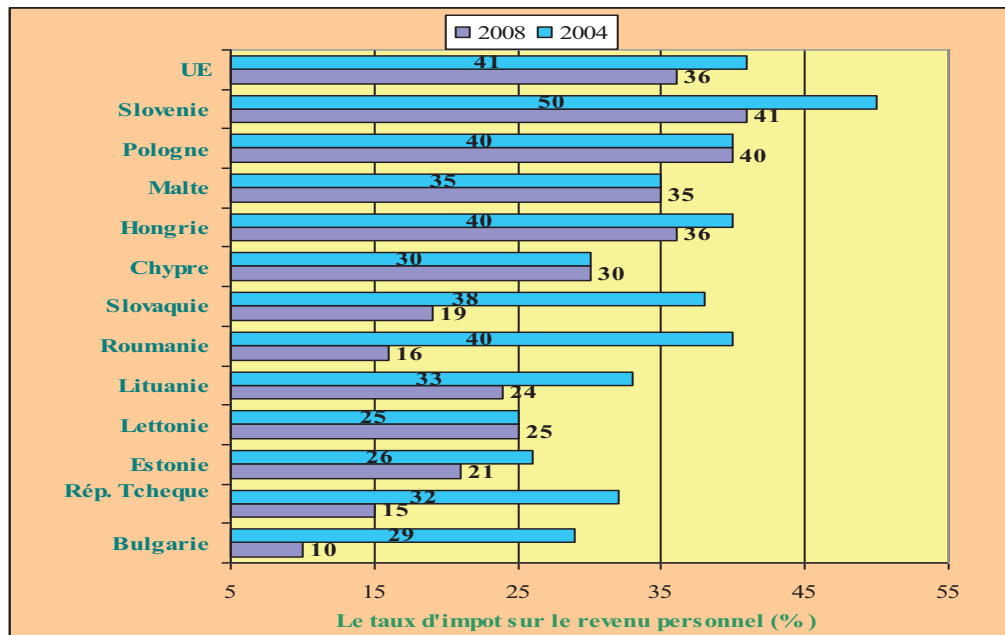
Source: modifié selon *Europe in figure. Eurostat Yearbook 2008*, [www.eurostat.eu](http://www.eurostat.eu)

D'abord, en ce qui concerne la catégorie des impôts directs, la pression fiscale exercée par eux dans

l'Union est de 13,5 %<sup>1</sup>. La plupart des États membres ont enregistré, comment on peut voir en figure no. 2, des valeurs inférieures à la moyenne ou près de la moyenne, seules États qui recueillissent des recettes fiscales des impôts directs, bien au-dessus de la moyenne européenne, sont le Danemark, la Finlande, la Suède, la Belgique et le Royaume-Uni.

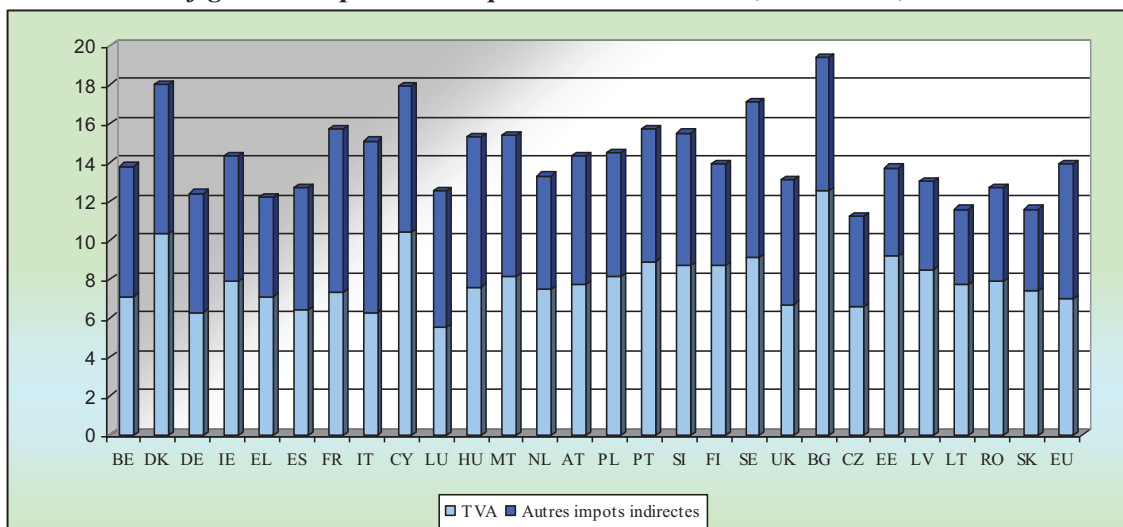
Puis, l'impôt sur le revenu personnel représente la plus grande part des recettes fiscales provenant de cette source, devant, dans la plupart des États membres, l'impôt sur le bénéfice, à l'exception de la Slovaquie, Chypre et la Bulgarie. L'explication est rendue par la réduction massive du taux d'imposition du revenu personnel, pendant les dernières années, comment on peut le voir dans la figure no. 3.

**La figure 3 : Le taux d'impôt sur le revenu personnel, dans les nouveaux États membres de l'UE, en 2008 et 2004**



Source: modifié selon *KPMG's Individual Income Tax rate Survey 2008*, in [www.kpmg.uk](http://www.kpmg.uk)

La figure 4: Le poids des impôts indirectes en PIB, dans l'UE, n 2006



Source: modifié selon *Europe in figure. Eurostat Yearbook 2008*, [www.eurostat.eu](http://www.eurostat.eu)

Comme on peut observer dans la figure no. 4, la pression fiscale dégagée par les impôts indirecte est située sur même niveau que les impôts directe; son niveau a été, dans l'Union Européenne, en 2006, à 13.9 % en PIB. Des valeurs au-dessus la valeur moyenne ont été enregistrées, en Bulgarie, Chypre, Danemark et Suède, pendant que la moindre valeur est en République Tchèque. La répartition de la poids des impôts indirectes est uniforme, par comparaison avec la situation des impôts directes.

#### 4. L'analyse du taux implicite d'impôt – le meilleure moyen de mesurer la pression fiscale

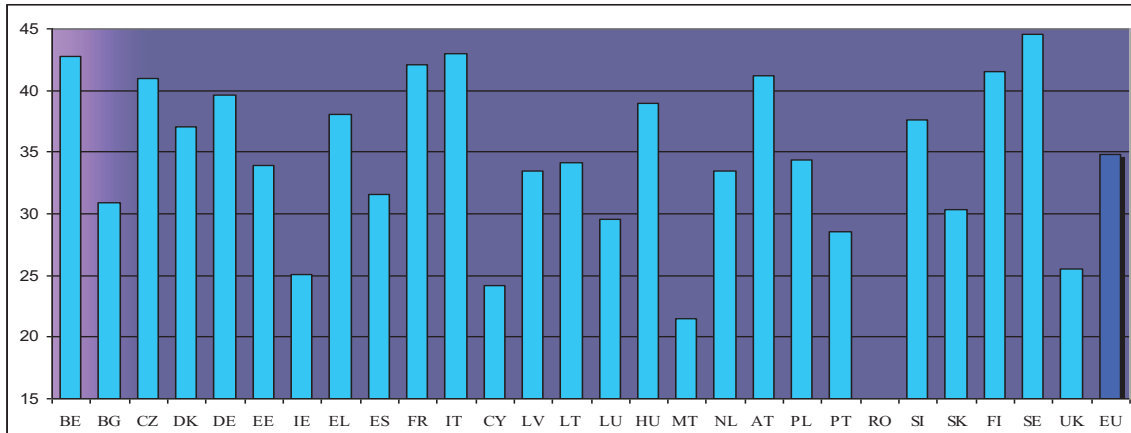
L'examen de la fiscalité n'est pas complète si nous établissons la part des cotisations de protection sociale, les impôts directs et indirects dans le produit intérieur brut. Pour aider à former une image précise de la pression fiscale, il est nécessaire de calculer la pression par les taux d'imposition implicite sur chaque impôt séparément. Ils reçoivent par la rapporte des différentes catégories de recettes fiscales à la base fiscale: les revenus d'emploi (revenu brut), le revenu de la propriété du capital (excédent brut d'exploitation), les dépenses de consommation.

En ce qui concerne le taux d'impôt implicite sur les revenus obtenus par travail, ce tient compte autant que les recettes fiscales collectées par l'impôt sur le revenu personnel et les recettes parafiscales des cotisations sociales versées par l'employé et l'employeur.

Pour calculer le taux implicite de taxation du capital doit tenir compte de taxes sur les revenus tirés du capital, l'impôt sur le revenu d'entreprise et les impôts fonciers qui sont rapportés en excédent brut d'exploitation.

Le taux effectif d'impôt sur la consommation est calculé comme le ratio entre les recettes de la fiscalité indirecte et la valeur de la consommation finale, à l'exclusion des salaires versés par le gouvernement.

**La figure 5: Le taux implicite d'impôt sur le facteur travail, dans l'UE, n 2006**



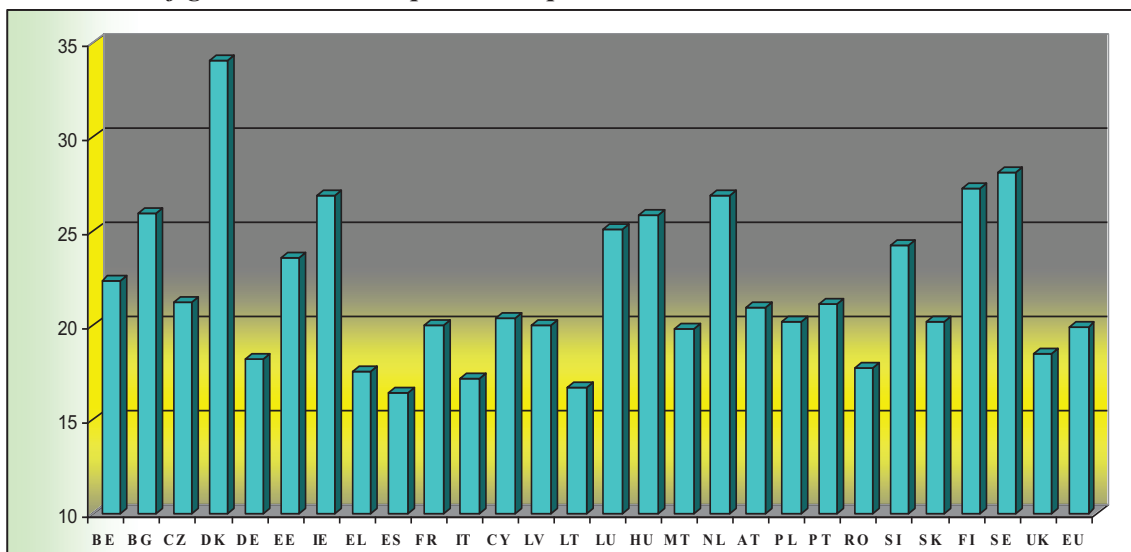
Source: modifié selon *Europe in figure. Eurostat Yearbook 2008*, [www.eurostat.eu](http://www.eurostat.eu)

La nécessité de calculer le taux implicite est rendue, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, par son mode d'imposition, en la plupart de Etats Membres il y a, soit des taux progressifs, soit proportionnels et, en même temps, un vaste system des déductions légales ou personnelles pour contribuables. Ainsi, une image de la pression fiscale réelle sur le facteur travail est donnée seulement par cet indicateur.

En analysant la *figure no. 5*, les plus grandes valeurs pour cet indicateur sont rencontrées en Suède, Italie, Belgique, Finlande, France, Autriche et République Tchèque, au-dessus de 40 % sur le revenu brut.

Même si le taux d'impôt sur le revenu est réduit, à 15 %, en République Tchèque la pression fiscale sur le facteur travail est assez augmentée, parce que les contributions sociales prennent des signifiants pourcents dans le revenu brut. La moindre valeur de la pression fiscale est enregistrée en Malte, à 21.5 %, bien que le taux d'impôt sur le revenu est un parmi les plus grandes en vigueur en nouveaux venus en Union. Les valeurs réduites de la pression fiscale sur le facteur travail sont enregistrées aussi en Grande Bretagne, Chypre et Irlande. Pour la Roumanie, les informations officielles n'ont pas été disponibles.

**La figure 6: Le taux implicite d'impôt sur le consume, dans l'UE, e 2006**



Source: modifié selon *Europe in figure. Eurostat Yearbook 2008*, [www.eurostat.eu](http://www.eurostat.eu)

Le taux implicite sur le consume est utile à déterminer, parce que la législation actuelle de l'Union permet l'utilisation des deux taux d'imposition pour TVA, l'une standard et autre réduit. En plus, les droits d'accises sont été imposées ad valorem, ainsi que la pourcent effectif en prix final n'est pas su facilement. Le taux implicite d'impôts indirecte s'est situé, en 2006, dans l'Union Européenne, au niveau moyen de 19.9 %<sup>1</sup>. La plus grande valeur de taux implicite d'impôt, comme on peut observer en *figure no. 6*, on rencontre en Danemark, suivi par Suède, Finlande et Pays-Bas, sur le niveau de 27 %.

Des valeurs autant élevées ont enregistré aussi les nouveaux Etats membres de l'Union, comme Bulgarie avec 25.9 %, Hongrie 25.8 % et Slovénie, de 24.2 %. Le moindre taux implicite d'impôt sur le consume l'a Espagne, où celui-ci ont été de 16.4 %. En Roumanie, le taux implicite sur le consume, en 2006, a été 17.7 %, sous le valeur moyenne dans l' Union.

## 5. Conclusions

En ensemble, la pression fiscale globale en Union est assez élevée, celle-ci s'approche au niveau de 40% en PIB. En même temps, c'est les pays nordiques qui ont une niveau de la fiscalité très forte, tant la pression fiscale que le taux implicite d'imposition. Des valeurs moins réduites enregistrent les Etats membre nouveaux venus en Union, mais en ce qui concerne le taux implicite d'imposition soit sur le facteur travail soit sur le facteur consume, les valeurs obtenues sont élevée soit pour le facteur travail (République Tchèque, Hongrie ou Slovénie), soit pour le facteur consume (Hongrie, Estonie ou Bulgarie). En généralement, la distribution de la pression fiscale dans les pays de l'Union n'est pas uniforme, entre le niveau minime et maxime il y a une plage diversifiée des valeurs.

## Bibliographie

1. Brezeanu P., Simon I. (2005). *Fiscalitate europeană*, Editura Economică, București
2. Corduneanu C. (1999). *Sistemul fiscal în știința finanțelor*, Editura Codecs, București
3. Eurostat (2009). *Europe in figure. Eurostat Yearbook 2008*, en [www.eurostat.eu](http://www.eurostat.eu)
4. KPMG (2008). *KPMG's Individual Income Tax Rate Survey 2008*, en [www.kpmg.uk](http://www.kpmg.uk)